

12 DECEMBRE 2013. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent accord de coopération, il faut entendre par :

- « Conseil » le Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale;
- « Gouvernements » le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Gouvernement wallon;
- « Collège » le Collège de la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale;
- « Ministres » les Ministres ayant les relations internationales et/ou la coopération internationale dans leurs attributions;
- « Pays en voie de développement » : les pays qui sont considérés comme des pays en développement par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement économique.

Art. 2. Le Conseil exerce une mission consultative auprès des Gouvernements et du Collège dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui relèvent des compétences des parties contractantes et qui sont développées avec ou à l'égard des pays en voie de développement.

Sans préjudice des compétences fédérales en la matière, il formule, à la demande des Ministres ou d'initiative, tous avis et propositions sur la politique générale de la coopération internationale.

Le Conseil peut notamment :

- proposer des pays et/ou régions et/ou secteurs d'activités prioritaires aux Gouvernements et au Collège, sur base de modalités convenues entre ceux-ci;
- rendre un avis sur toute proposition au projet législatif en matière de coopération internationale;
- formuler des propositions particulièrement en ce qui concerne la sensibilisation et l'éducation au développement, l'implication des personnes étrangères ou d'origine étrangère et la décentralisation de la politique au développement via un rôle accru des pouvoirs locaux;
- être consulté à l'occasion de l'évaluation externe de la politique des Gouvernements en matière de coopération et de solidarité internationale et, le cas échéant, formuler de nouvelles propositions aux Gouvernements et au Collège;
- proposer aux Gouvernements et au Collège la fixation des critères de qualité de la politique de coopération internationale;
- organiser, en concertation avec les Ministres, un forum annuel réunissant tous les acteurs du développement.

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil est composé de 23 membres répartis en 14 délégations :

- 4 membres désignés par le Centre national de Coopération au Développement (C.N.C.D.), dont l'un particulièrement concerné par la problématique « migration et développement »;
- 4 membres désignés par la Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement (ACODÉV), dont l'un particulièrement concerné par la problématique « migration et développement »;
- 2 membres désignés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (C.I.U.F.);
- 7 membres désignés par les partenaires sociaux, dont 5 représentants des organisations syndicales et 2 représentants des employeurs, soit :
 - * 2 représentants désignés par la FGTB;
 - * 2 représentants désignés par la CSC;
 - * 1 représentant désigné par la CGSLB;
 - * 1 représentant désigné par l'UWE;
 - * 1 représentant désigné par l'UEB;
- 2 membres désignés par les villes et communes, soit :
 - * 1 représentant désigné par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW);
 - * 1 représentant francophone désigné par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCRBC);
- 1 membre désigné par le Conseil de l'Education et de la Formation (CEF);
- 1 membre désigné par le « Rat für Entwicklungszusammenarbeit » de la Communauté germanophone;
- 1 membre désigné par les mutualités au sein du Collège intermutualiste national (CIN) ;
- 1 membre désigné par le Conseil général des Hautes Ecoles (C.G.H.E.).

Dans la mesure du possible, la parité hommes-femmes est respectée dans la composition du Conseil. Le Conseil comprend au moins 8 membres de chaque sexe. Si cette proportion de 35 % n'est pas atteinte, le Conseil invite les différentes délégations à réexaminer leur représentation.

§ 2. Le Conseil compte un président et deux vice-présidents, issus des membres du Conseil.

Le mandat du président est d'un an, exercé par rotation entre les délégations sur base alphabétique. Une délégation peut décliner l'exercice du mandat. En cas d'empêchement du président, la délégation dont il émane pourvoit à son remplacement jusqu'à l'échéance du mandat.

Le mandat de vice-président est d'un an, attribué par le Conseil en son sein selon les modalités qu'il décide. En cas d'empêchement d'un vice-président, la délégation dont il émane pourvoit à son remplacement jusqu'à l'échéance du mandat.

Art. 4. Le Conseil est techniquement assisté dans sa tâche par l'administration de Wallonie-Bruxelles International, sans préjudice des décisions ultérieures qui seraient prises par les Gouvernements ou le Collège. Parallèlement, le Conseil dispose d'un secrétaire exécutif, mis à disposition par l'administration de Wallonie-Bruxelles International. Il est procédé à une évaluation de fonction tous les deux ans. Le secrétaire exécutif et sa mission émanent du budget de fonctionnement du Conseil.

Art. 5. Le Conseil soumet son projet de règlement d'ordre intérieur (ROI) à l'approbation des Ministres concernés dans un délai de trois mois à dater du dernier assentiment au présent accord de coopération. Toute modification est également soumise à l'approbation des Ministres concernés dans un délai de trois mois à dater de son approbation par le Conseil.

Art. 6. L'accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale, signé le 1^{er} juillet 2002, est abrogé.

Art. 7. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant le dernier assentiment au présent accord de coopération.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. DEMOTTE

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone et Ministre des Pouvoirs locaux,
K-H. LAMBERTZ

Le Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales,
Ch. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire,
de l'Action sociale, de la Famille, du Sport et des Relations internationales,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29197]

13 FEBRUARI 2014. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 december 2013 tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de "Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale" (Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking) (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 12 december 2013 tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de "Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale" (CWBCI) (Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 februari 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 591-1. — Verslag, nr. 591-2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2014.

12 DECEMBER 2013. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de “Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale” (Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking)

Artikel 1. In het kader van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

- “Raad” : de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking;
- “Regeringen” : de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van de Duitstalige Gemeenschap en de Regering van het Waals Gewest;
- “College” : het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- “Ministers” : de Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen en/of de Internationale Samenwerking;
- “Ontwikkelingslanden” : de landen die als in ontwikkeling zijnde landen worden beschouwd door het Comité voor ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

Art. 2. De Raad treedt als raadgever op voor de Regeringen en het College in de uitwerking en de uitvoering van het beleid dat onder de bevoegdheden van de overeenkomstsluitende partijen valt en dat met of ten opzichte van de ontwikkelingslanden ontwikkeld wordt.

Onverminderd de ter zake geldende federale bevoegdheden formuleert hij op verzoek van de Ministers of op eigen initiatief elk advies en voorstellen over het algemene beleid inzake internationale samenwerking.

De Raad kan meer bepaald :

- de Regeringen en het College op grond van onderling vastgelegde nadere regels landen en/of regio's en/of activiteitsdomeinen voorstellen die voorrang genieten;
- advies uitbrengen over elk wetsvoorstel of -ontwerp inzake internationale samenwerking;
- voorstellen formuleren wat in het bijzonder betreft : de sensibilisering voor en het onderricht in ontwikkelingshulp, het erbij betrekken van buitenlandse personen of van allochtonen en de decentralisering van het beleid inzake ontwikkelingshulp door de plaatselijke besturen een grotere rol te laten spelen;
- geraadpleegd worden ter gelegenheid van de externe evaluatie van het beleid van de Regeringen inzake internationale samenwerking en solidariteit en, in voorkomend geval, de Regeringen en het College nieuwe voorstellen overleggen;
- de Regeringen en het College voorstellen om criteria vast te leggen voor de kwaliteit van het beleid inzake internationale samenwerking;
- in overleg met de Ministers een jaarlijks forum houden waarop alle actoren inzake ontwikkelingshulp verenigd worden.

Art. 3. § 1. De Raad bestaat uit 23 leden verdeeld in 14 delegaties :

— 4 leden aangewezen door het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (NCOS), waarvan één in het bijzonder betrokken is bij de problematiek inzake “migratie en ontwikkeling”;

— 4 leden aangewezen door het “Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement –(ACODEV)” (Franstalige en Duitstalige Federatie van de Verenigingen voor Ontwikkelingssamenwerking), waarvan één in het bijzonder betrokken is bij de problematiek inzake “migratie en ontwikkeling”;

— 2 leden aangewezen door de “Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (C.I.U.F.)” (Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap van België);

— 7 leden aangewezen door de sociale partners, waarvan 5 vertegenwoordigers van de vakverenigingen en 2 vertegenwoordigers van de werkgevers, namelijk :

- * 2 vertegenwoordigers aangewezen door de “FGTB”;
- * 2 vertegenwoordigers aangewezen door de “CSC”;
- * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de “CGSLB”;
- * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de “UWE”;
- * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de “UEB”;

— 2 leden aangewezen door de steden en gemeenten, namelijk :

* 1 vertegenwoordiger aangewezen door de “Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW)” (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

* 1 Franstalige vertegenwoordiger aangewezen door de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— 1 lid aangewezen door de “Conseil de l'Education et de la Formation (CEF)” (Raad voor Opvoeding en Opleiding);

— 1 lid aangewezen door de “Rat für Entwicklungszusammenarbeit” (Raad voor Ontwikkelingssamenwerking) van de Duitstalige Gemeenschap;

— 1 lid aangewezen door de ziekenfondsen binnen het Nationaal Intermutualistisch College (NIC);

— 1 lid aangewezen door de “Conseil général des Hautes Ecoles (C.G.H.E.)”(Algemene raad voor hoge scholen).

Voor zover mogelijk wordt de gelijkheid tussen man en vrouw in de samenstelling van de Raad nageleefd. De Raad bestaat minstens uit 8 leden van elk geslacht. Indien die verhouding van 35 % niet wordt bereikt, verzoekt de Raad de verschillende delegaties om hun vertegenwoordiging opnieuw te onderzoeken.

§ 2. De Raad telt één voorzitter en twee ondervoorzitters, gekozen onder de leden van de Raad.

Het mandaat van de voorzitter duurt één jaar en wordt beurtelings tussen de delegaties op alfabetische basis uitgeoefend. Een delegatie kan de uitoefening van het mandaat afslaan. Bij verhindering van de voorzitter voorziet de delegatie waarvan hij afkomstig is, in zijn vervanging tot het verstrijken van het mandaat.

Het mandaat van ondervoorzitter duurt één jaar en wordt door de Raad uit zijn midden toegekend volgens de door hem bepaalde modaliteiten. Bij verhindering van de ondervoorzitter voorziet de delegatie waarvan hij afkomstig is, in zijn vervanging tot het verstrijken van het mandaat.

§ 3. Het mandaat van de leden van de Raad duurt vijf jaar. Mocht één lid van de Raad ophouden zijn ambt uit te oefenen, meer bepaald wanneer hij de hoedanigheid verliest waarvoor hij aangewezen is, wijst de delegatie van leden waarvan het afkomstig is, zijn plaatsvervanger aan tot het verstrijken van het mandaat.

Art. 4. De Raad wordt in zijn taak technisch bijgestaan door het bestuur van "Wallonie-Bruxelles International", onverminderd de latere beslissingen die de Regeringen en het College zouden treffen. Gelijktijdig beschikt de Raad over een uitvoerend secretariaat dat door het bestuur van "Wallonie-Bruxelles International" ter beschikking wordt gesteld. Om de twee jaar wordt een functie-evaluatie verricht. Het uitvoerend secretariaat en zijn opdrachten komen ten laste van de werkingsbegroting van de Raad.

Art. 5. De Raad legt zijn ontwerp van huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de betrokken Ministers voor binnen een termijn van drie maanden na de laatste goedkeuring van dit samenwerkingsakkoord. Elke wijziging wordt ook ter goedkeuring aan de betrokken Ministers voorgelegd binnen een termijn van drie maanden na haar goedkeuring door de Raad.

Art. 6. Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking, ondertekend op 1 juli 2002, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de laatste instemming ermee.

De Minister-president van de Waalse Regering,
R. DEMOTTE

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Minister-president van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap en Minister van Plaatselijke Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
belast met Begroting, Onderwijs, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
Ch. DOULKERIDIS

Het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, Beroepsonderwijs,
Cultuur, Leerlingenvervoer, Sociale Actie, Gezin, Sport en Internationale betrekkingen,
R. MADRANE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29198]

13 FEVRIER 2014. — **Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 12 décembre 2013 entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à l'installation du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale (CWBCI) (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclue le 12 décembre 2013 entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à l'installation du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2013-2014.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 592-1. — Rapport, n° 592-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 février 2014.